

Manifestations pro-Gaza : amendes et tensions à Paris, recueillement à Montpellier

Au lendemain de l'intensification des frappes israéliennes à Gaza, des manifestations de soutien au peuple palestinien ont été organisées partout en France. À Paris, des milliers de personnes ont défié l'interdiction de manifester dans une ambiance tendue, tandis qu'à Montpellier, le rassemblement autorisé s'est déroulé dans le calme.

Cécile Hautefeuille et Khedidja Zerouali - 28 octobre 2023 à 21h30

Un contraste saisissant. Alors que des milliers de personnes défilaient ce samedi 28 octobre à Londres sur le pont de Westminster en soutien à Gaza, les forces de l'ordre se déployaient dans le centre de la capitale française pour tenter de contenir un rassemblement interdit.

Partout en France, des manifestations – la plupart autorisées – ont eu lieu pour dénoncer la violente offensive en cours dans l'enclave palestinienne, totalement coupée du monde depuis vingt-quatre heures. Lyon, Lille, Clermont-Ferrand, Dijon, Chambéry... : des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées ce samedi dans le pays.

À Paris, la manifestation qui devait partir de la place du Châtelet, dans le premier arrondissement, à 14 h 30, et atterrir place de la République a donc été interdite par la préfecture de Paris. « *Les organisations qui ont déposé cette déclaration, par les propos qu'elles ont pu tenir, pouvaient laisser à penser qu'elles étaient quand même en soutien au Hamas, et donc j'interdirai cette manifestation* », avait déclaré, jeudi 26 octobre, le préfet de police, Laurent Nuñez. Dans la foulée, 14 associations et particuliers ont saisi la justice pour faire annuler cette décision, en vain.

Dans la matinée de ce samedi 28 octobre, le tribunal administratif a validé l'interdiction préfectorale. « *Le rassemblement projeté peut présenter un risque particulier sérieux de violences, à l'encontre d'autres groupes ou des forces de l'ordre et de dégradations de biens* », a estimé le juge des référés. « *Il s'agit d'une décision révoltante, qui entérine des risques de troubles à l'ordre public que rien n'étaye, au vu du déroulement des précédentes manifestations* », a réagi auprès de l'Agence France-Presse (AFP) Vincent Brengarth, l'un des avocats des associations requérantes.

« Vivre dans un pays où il y a un apartheid, ce n'est pas vivre en sécurité »

Il n'est pas encore 14 heures quand Christine, cadre dans une collectivité locale, et son fils Yannis, étudiant en création numérique, s'approchent de la place du Châtelet, dans le 1^{er} arrondissement de Paris. Il porte un keffieh et elle un foulard noir chic auquel est accroché un petit badge avec écrit dessus « *Cessez le feu !* » À la base, il était blanc, il est devenu jaune avec les années. « *Parce que ça fait très longtemps que je lutte pour les droits des palestiniens* », explique fièrement la sexagénaire, membre de l'association Amitié France-Palestine solidarité. Son fils n'était pas encore né quand elle s'est rendue à Jérusalem pour la première fois : « *C'était juste après la signature des accords d'Oslo, en 1993. À l'époque, je croyais vraiment que se dessinait une solution* », raconte-t-elle, mère.

De sa visite de Jérusalem dans les années 1990, Christine retient la violence de la colonisation mais aussi le cas particulier d'un jeune Israélien, professeur de maths. Pas un féroce militant, mais il avait refusé le service militaire. Il avait, alors, perdu le droit d'exercer et s'était retrouvé contraint de retourner vivre chez ses parents. « *Je lui avais proposé de venir quelque temps en France et il m'avait répondu : "Je ne me sens protégé qu'en Israël." C'est ça la force de la propagande israélienne. Moi, je pense que personne ne peut être sécurisé ou en paix dans une situation de colonisation comme ça. Ni les Palestiniens, ni les Israéliens. Vivre dans un pays où il y a un apartheid, ce n'est pas vivre en sécurité.* » Quatre policiers la coupent dans son récit : « *Contrôle d'identité.* »

Christine, son fils et les autres ne sont pas encore arrivés sur la place qu'ils doivent donner leurs cartes d'identité à la police (et nous, notre carte de presse). Chaque prénom, nom, date de naissance est dûment enregistré. « *Là, on vous laisse partir mais si on vous revoit dans le coin, on vous verbalise* », préviennent les policiers.

« *C'est la honte, cette interdiction de manifester. En nous empêchant de nous exprimer, ils créent les conditions pour que ça dégénère.* »

Une manifestante

Christine se dit qu'elle n'a plus 20 ans et s'éloigne, bien malgré elle. « *On venait paisiblement, c'est dramatique. D'ailleurs, la position de la France est dramatique. Il y a un moment où la France portait une autre voix, désormais ce n'est plus le cas. Ça ne date pas que de ces dernières semaines, ça fait un moment qu'on accepte sans rien dire ce que fait l'État d'Israël. Du coup, c'est quoi l'issue ? On va exterminer jusqu'au dernier Palestinien de Gaza puis après s'attaquer à ceux de Cisjordanie ?* » Son fils ne dit pas autre chose. Les deux partagent la colère et l'émotion mais face aux très nombreux policiers, ils préfèrent abandonner la manifestation.

D'autres ont fait le choix de rester, au détriment de leur porte-monnaie. Ainsi, plusieurs passants se sont fait verbaliser : 135 euros pour « *participation à une manifestation interdite* ».

Dans la rue en direction de la place du Châtelet, deux dames s'agacent ensemble, après s'être fait dégager de la place. La première est vénézuélienne, arrivée en France pour travailler pour une entreprise dont elle préfère taire le nom : « *Je travaille pour eux mais je suis pour leur boycott puisque c'est une boîte qui soutient Israël et sa politique. Moi, je critique l'occupation et la colonisation partout où elle se trouve.* » La deuxième est française d'origine algérienne et, à 58 ans, tempête contre la police : « *Ils m'ont demandé si j'avais 135 euros à gaspiller. Je leur ai répondu qu'il y a des milliers d'enfants qui sont tués à Gaza, mais ils s'en foutent. Ils m'ont répondu : "Partez et arrêtez de tergiverser."* » En les entendant, une troisième intervient : « *C'est la honte, cette interdiction de manifester. En nous empêchant de nous exprimer, ils créent les conditions pour que ça dégénère.* »

Poussée par des CRS, une jeune femme explose : « *La honte ! C'est ça la France ? En 1940, la France a collaboré avec les nazis pour éradiquer les juifs. Aujourd'hui, vous fermez les yeux sur le massacre des musulmans. Vous êtes toujours du mauvais côté.* »

Nasse et tensions avec la police

À 15 heures, des policiers nassent la place et les rues alentour : impossible de rentrer, impossible de sortir. Le cortège annoncé de la place du Châtelet à la place de la République n'aura pas lieu. Au cours de l'après-midi, certains cordons se font plus souples et permettent, à quelques-un-es, de s'extraire de la nasse.

Fatima, comme les autres, crie « *Free Palestine !* », « *Nous sommes tous des palestiniens* », « *Justice Gaza* », « *Israël assassin, Macron complice* ». À 70 ans, elle est venue manifester avec sa copine et peu importe si la préfecture de police a interdit le rassemblement. À un CRS, elle montre son téléphone sur lequel défilent des photos d'enfants morts à Gaza ces derniers jours. Elle lui met le téléphone sous les yeux et crie : « *Si c'étaient vos enfants qui étaient bombardés comme ça ? Vous n'avez pas honte ?* » Il la repousse, elle répète : « *Des milliers d'enfants meurent. Si c'étaient vos enfants ?* » Sa copine l'accompagne : « *Ils ont perdu toute humanité.* » Le policier monte son protège-cou jusqu'aux yeux, ne la regarde pas, sauf pour lui lancer : « *On s'en fout* », puis « *Ça suffit* », tout en continuant à la faire reculer.

« *Je lui montre des enfants dans des linceuls et il s'en fout, souffle-t-elle auprès de Mediapart. Ils ne sont plus sensibles à rien. Moi, ces images, elles me fendent le cœur, ça me brise.* » Secrétaire à la retraite, elle se dit « *écœurée* » de la position française : « *Macron a donné un blanc-seing à Israël pour assassiner des civils, et notamment des enfants. C'est ça que ça veut dire, "soutien inconditionnel".* » Et elle se demande si c'est bien la peine de préciser son prénom dans l'article : « *Parce que vous savez, ça aura plus de poids si ça vient d'une Marie ou d'une Claire. Moi je suis une Arabe. Et je vois bien qu'en France aujourd'hui, ce qu'on dit quand on est arabe n'a plus aucune valeur.* »

Dans une même phrase, elle accuse les États occidentaux de passivité face au massacre à huis clos qui se déroule à Gaza et s'inquiète des répercussions que cela pourrait avoir en France. « *Le soutien de la France à Israël, ce n'est pas qu'un soutien à Israël, ajoute-t-elle, c'est surtout un soutien contre les Arabes. Les gouvernements occidentaux n'ont pas perdu leur ADN : celui de colonisateurs barbares. Puisque la colonisation, c'est toujours barbare, que ce soit celle de la France en Algérie, celle qu'ont subie les autochtones d'Amérique, ou celle que subissent les Palestiniens.* »

Malgré l'interdiction et la pluie qui ne cesse de tomber, la nasse n'arrête pas de s'épaissir et de s'agrandir. Sur la place du Châtelet et dans nombre de rues autour, des milliers de personnes scandent que « *la Palestine vivra* » et demandent un cessez-le feu immédiat. Cette exigence se retrouve sur nombre de pancartes, où on peut aussi lire : « *Cette année, Halloween est réel* », « *All lives matter* [« Toutes les vies comptent » – ndlr] », « *Stop au génocide du peuple palestinien* ». Un vieil homme chante une chanson en arabe, un quadragénaire, keffieh rouge autour du cou, brandit une pancarte enfantine, faite par sa fille de 4 ans : deux grands cœurs rouges avec écrit « *Gaza* » à l'intérieur.

À 16 heures, un manifestant de dernière minute débarque dans la nasse avec sa petite amie. Reda, artiste en effets spéciaux pour le cinéma, tient à parler de Dieu. « *Je crois en Dieu mais je n'ai pas de religion précise. Les textes religieux m'intéressent beaucoup.* »

Sur sa pancarte, des extraits des dix commandements : « *Tu ne commettras pas de meurtre. Tu ne commettras pas de vol. Tu ne convoiteras pas la maison de ton prochain.* » « *Le gouvernement d'Israël se revendique du judaïsme mais ne respecte même pas la base de l'Ancien Testament. En fait, le gouvernement d'Israël n'a rien avoir avec le judaïsme, il utilise simplement la religion pour légitimer sa violence et la colonisation.* »

Quand d'autres voient la religion comme une source de crispation, il y voit une possible porte de sortie : « *En arabe, pour dire bonjour, on dit "Salam aleykoum". En hébreu, "Shalom alekhem". Dans les deux cas, ça veut dire "Que la paix soit sur toi". Nos religions portent ça. On est des peuples frères. On ne peut plus faire autrement, il faut balayer ces gouvernements qui nous divisent et trouver une solution ensemble.* »

En fin d'après-midi à Paris, quelques groupes se sont extirpés de la nasse pour lancer des cortèges sauvages, vite réprimés par la police. Des manifestants ont été verbalisés-es, d'autres ont été gazés-es, et à 19 heures, la nasse était toujours en cours.

À Montpellier, un dispositif policier discret

Le dispositif policier était en revanche très discret à Montpellier (Hérault), où plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées en milieu d'après-midi sur la place de la Comédie, à l'appel du collectif BDS 34 (Boycott, désinvestissement et sanctions). D'abord interdite par la préfecture, la manifestation a finalement été autorisée la veille au soir par le tribunal administratif, qui a jugé que l'arrêté préfectoral portait « *une atteinte grave et manifestement illégale à la liberté de réunion et d'expression* ».

Au micro face à la foule, un membre du BDS 34 s'est félicité d'avoir fait tomber la décision du préfet en recours référé, sans l'aide d'aucun avocat. « *On a démonté l'arrêt point par point [...], nous qui ne sommes ni juristes, ni grands de ce monde. On a réussi à mettre un genou à terre au préfet et à lui faire ravalier ses mensonges !* »

Le représentant de l'État avait publié un arrêté « *long de quatre pages* » pour faire interdire la manifestation, arguant d'un dispositif policier insuffisant et de troubles au cours d'un rassemblement une semaine plus tôt. « *La précédente manifestation du 21 octobre ayant réuni plus d'un millier de personnes s'est déroulée sans incident notable* », a balayé le juge des référés.

Ce samedi 28 octobre, le rassemblement est resté statique, à l'appel des organisateurs, « *pour ne pas donner [aux autorités] un motif d'annuler de prochaines manifestations* ». Un immense drapeau palestinien porté par des femmes a été déployé devant le parvis de l'opéra et de nombreuses personnes, toutes générations confondues, se sont rassemblées tout autour.

Avant les prises de parole, la majorité des manifestantes et manifestants sont restés-silencieux, brandissant drapeaux palestiniens et pancartes aux slogans appelant à la fin de l'offensive meurtrière : « *Halte au massacre à Gaza* », « *Non à l'humanisme à géométrie variable* », « *Soutien à la résistance* ».

« *Cette cause est humaine avant d'être religieuse ou politique.* »

Appuyée contre un mur et drapeau palestinien en main, Iman, 23 ans, raconte avoir très peu dormi la nuit dernière. Elle a regardé, hébétée, les images des bombardements sur la bande de Gaza. « *La ville était orange !* », décrit-elle. Et répète, comme pour s'en convaincre : « *Orange !* » Pour la jeune femme, « *cette cause est humaine avant d'être religieuse ou politique* ». « *On ne cautionne pas la mort d'enfants, de civils, quand on est humain* », ajoute-t-elle, évoquant également les attaques du Hamas le 7 octobre. Désignant du menton la place de la Comédie, Iman souffle : « *Il y a un peu de monde, c'est bien. Mais je ne comprends pas qu'il n'y en ait pas plus.* »

Quelques mètres plus loin, deux hommes âgés semblent entamer une discussion animée. L'un d'eux porte une pancarte « *Cessez le feu ! Ni Hamas, ni Tsahal, une paix juste !* » qui intrigue le second. Après un bref échange, ils ont l'air de tomber d'accord. « *Parlons-nous, il faut discuter, il le faut !* », sourit le porteur de pancarte. Derrière eux, la foule scande « *Libérez Gaza, libérez la Palestine !* », avant d'observer une minute de silence, mains en l'air et doigts formant un V.

« *Ce qu'il se passe à Gaza est un carnage à visée génocidaire*, lance Céline Moraguès, du BDS 34, également membre du CCICP – Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien. *Depuis 2001, nous faisons des missions en Palestine. Nous les avons vues de nos yeux, les humiliations et les persécutions.* »

Céline Moraguès se dit également scandalisée par « *le deux poids deux mesures dans le vocabulaire employé et dans le registre de l'émotion* ». « *Quand on parle des morts israéliens, il y a toujours des notions de sentiment : "effroi", "horrible", "glaçant", mais ce n'est pas du tout la même chose pour les Palestiniens* », dit-elle.

Côté diplomatie, elle critique la disparition « *des repères* » et « *du droit international* ». « *Avant, il y avait au moins une hypocrisie diplomatique où l'on nous parlait d'équilibre. Mais maintenant les vanes sont grandes ouvertes. Comme l'a dit le délégué onusien, "l'histoire nous jugera"*. »

Cécile Hautefeuille et Khedidja Zerouali